



Assemblée générale

Distr. générale
17 août 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 105 de l'ordre du jour provisoire*

Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Situation financière du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Rapport du Secrétaire général**

1. Conformément au paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, annexe), les États parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour la période durant laquelle ceux-ci s'acquittent des fonctions du Comité.
2. L'Assemblée générale, dans sa résolution 47/111 du 16 décembre 1992, a accueilli avec satisfaction la décision prise à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention en janvier 1992 d'amender l'article 8 de la Convention, et prié le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées pour que le Comité soit financé par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies à compter du budget de l'exercice biennal 1994-1995 et de prendre les mesures voulues pour que le Comité puisse se réunir conformément au calendrier prévu en attendant l'entrée en vigueur de ladite modification.
3. Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué la modification à tous les États parties le 1^{er} mars 1993 (voir annexe I). On se souviendra qu'à leur quatorzième Réunion, les États parties avaient décidé que ladite modification prendrait effet lorsqu'elle aurait été acceptée à la majorité des deux tiers par les États parties qui auraient adressé une notification à cet effet au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire. Au 1^{er} juillet 2004, 38 États parties à la Convention avaient adressé des notifications d'acceptation.
4. Dans la section II de sa résolution 57/194 du 18 décembre 2002, l'Assemblée a demandé instamment aux États parties à la Convention de hâter leurs procédures internes de ratification de l'amendement relatif au financement du Comité et d'informer par écrit le Secrétaire général, dans les meilleurs délais, de leur

* A/59/150.

** Le présent document a été présenté en retard dans le souci d'y faire figurer une information aussi actuelle que possible.



acceptation de cet amendement. En outre, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer à prendre les dispositions financières voulues et à fournir l'appui nécessaire, y compris une assistance appropriée de la part du Secrétariat, pour assurer le bon fonctionnement du Comité et lui permettre de faire face à une charge de travail qui ne cessait d'augmenter, et l'a aussi prié d'inviter les États parties qui étaient redevables d'arriérés à régulariser leur situation et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante-neuvième session.

5. Les sessions annuelles du Comité tenues en 2003 et 2004 ont été financées par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies conformément à la résolution 47/111 de l'Assemblée. Par conséquent, aucune contribution n'a été mise en recouvrement auprès des États parties pendant ces deux années. Il n'en demeure pas moins que plusieurs États sont toujours redevables d'arriérés du fait qu'ils n'ont pas acquitté des contributions précédemment mises en recouvrement. Au 1^{er} juillet 2004, le total des arriérés dus s'élevait à 151 052,52 dollars des États-Unis (voir annexe II).

Annexe I

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : approbation par l'Assemblée générale de la modification proposée à l'article 8

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire de la Convention, et se référant à la notification dépositaire C.N.285.1991.TREATIES-4 du 20 décembre 1991, a l'honneur de communiquer ce qui suit :

2. On se souviendra qu'à la 22^e séance de la quatorzième Réunion des États parties, tenue le 15 janvier 1992, les États parties à la Convention susmentionnée ont décidé :

« 1. De remplacer le paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention par le paragraphe suivant : "Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fournit au Comité le personnel et les moyens dont il a besoin pour s'acquitter efficacement des fonctions dont le charge la présente Convention";

2. D'ajouter à l'article 8 un nouveau paragraphe 7 libellé comme suit : "Les membres du Comité créé au titre de la présente convention reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée générale, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies, dans les conditions fixées par l'Assemblée générale";

...

4. Que cette révision prendrait effet lorsqu'elle aurait été approuvée par l'Assemblée générale et acceptée à une majorité des deux tiers par les États parties qui auraient adressé une notification à cet effet au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire. »

3. L'Assemblée générale a approuvé cette modification à sa quarante-septième session (résolution 47/111 du 16 décembre 1992). En application du paragraphe 4 précité, la révision prendra effet lorsqu'elle aura été acceptée par le nombre requis d'États parties qui auront adressé une notification à cet effet au Secrétaire général.

Annexe II

État des contributions au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale au 1^{er} juillet 2004

(En dollars des États-Unis)

<i>États parties</i>	<i>Contributions exigibles au 31 janvier 1993</i>	<i>Contributions mises en recouvrement en 1993</i>	<i>Montants recouverts de 1993 à 2004 au titre de 1993 et d'exercices antérieurs^a</i>	<i>Contributions exigibles au 1^{er} juillet 2004</i>
Afghanistan	1 348,00	877,00	–	2 225,00
Algérie	–	1 177,00	1 177,00	–
Allemagne	–	18 294,00	18 294,00	–
Antigua-et-Barbuda	–	877,00	877,00	–
Argentine	690,00	1 941,00	2 631,00	–
Australie	–	3 811,00	3 811,00	–
Autriche	–	2 341,00	2 341,00	–
Bahamas	–	896,00	896,00	–
Bahreïn	–	920,00	920,00	–
Bangladesh	876,00	877,00	1 753,00	–
Barbade	362,00	877,00	1 239,00	–
Bélarus	1 426,00	1 869,00	–	3 295,00
Belgique	–	2 900,00	2 900,00	–
Bolivie	362,00	877,00	–	1 239,00
Botswana	–	877,00	877,00	–
Brésil	1 792,00	4 056,00	5 848,00	–
Bulgarie	431,00	1 104,00	1 535,00	–
Burkina Faso	6 629,83	877,00	–	7 506,83
Burundi	8 899,00	877,00	–	9 776,00
Cambodge	2 244,00	877,00	–	3 121,00
Cameroun	942,04	877,00	–	1 819,04
Canada	7 004,00	–	7 004,00	–
Cap-Vert	7 162,00	877,00	–	8 039,00
Chili	1 006,00	1 015,00	2 021,00	–
Chine	–	2 367,00	2 367,00	–
Chypre	–	896,00	896,00	–
Colombie	(0,09)	1 109,00	1 109,00	(0,09)
Congo	2 597,00	877,00	–	3 474,00
Costa Rica	3 909,86	872,00	4 867,88	(86,02)
Côte d'Ivoire	1 937,00	896,00	2 813,34	19,66
Cuba	–	1 035,00	1 035,00	–
Danemark	–	2 122,00	2 122,00	–

<i>États parties</i>	<i>Contributions exigibles au 31 janvier 1993</i>	<i>Contributions mises en recouvrement en 1993</i>	<i>Montants recouvrés de 1993 à 2004 au titre de 1993 et d'exercices antérieurs^a</i>	<i>Contributions exigibles au 1^{er} juillet 2004</i>
Égypte	–	994,00	994,00	–
El Salvador	7 162,00	877,00	–	8 039,00
Émirats arabes unis	–	1 280,00	1 280,00	–
Équateur	913,00	916,00	1 829,00	–
Espagne	–	4 777,00	4 777,00	–
Estonie	–	1 205,00	–	1 205,00
Éthiopie	(514,00)	877,00	363,00	–
Fédération de Russie	18 149,00	12 750,00	30 899,00	–
Fidji	362,00	877,00	1 239,00	–
Finlande	–	2 007,00	2 007,00	–
France	–	12 590,00	12 590,00	–
Gabon	892,00	892,00	–	1 784,00
Gambie	7 831,00	877,00	–	8 708,00
Ghana	–	877,00	877,00	–
Grèce	–	1 524,00	1 524,00	–
Guatemala	1 389,20	896,00	2 285,20	–
Guinée	903,80	877,00	–	1 780,80
Guyana	–	877,00	877,00	–
Haïti	1 750,00	877,00	–	2 627,00
Hongrie	–	1 199,00	1 199,00	–
Îles Salomon	2 244,00	877,00	3 121,00	–
Inde	–	1 562,00	1 562,00	–
Iran (République islamique d')	–	2 411,00	2 411,00	–
Iraq	(248,92)	1 117,00	868,08	–
Islande	–	916,00	916,00	–
Israël	1 949,00	1 320,00	3 269,00	–
Italie	(1,00)	9 456,00	9 456,00	(1,00)
Jamahiriya arabe libyenne	2 053,00	1 313,00	3 366,00	–
Jamaïque	362,00	877,00	1 239,00	–
Jordanie	–	877,00	877,00	–
Koweït	501,00	1 332,00	1 833,00	–
Lesotho	1 348,00	877,00	2 225,00	–
Lettonie	–	1 322,00	1 322,00	–
Liban	4 822,00	877,00	5 699,00	–
Libéria	7 139,00	877,00	–	8 016,00
Luxembourg	–	975,00	975,00	–
Madagascar	901,87	877,00	1 889,82	(110,95)

<i>États parties</i>	<i>Contributions exigibles au 31 janvier 1993</i>	<i>Contributions mises en recouvrement en 1993</i>	<i>Montants recouvrés de 1993 à 2004 au titre de 1993 et d'exercices antérieurs^a</i>	<i>Contributions exigibles au 1^{er} juillet 2004</i>
Maldives	–	877,00	877,00	–
Mali	9 850,00	877,00	–	10 727,00
Malte	–	877,00	877,00	–
Maroc	–	912,00	912,00	–
Maurice	–	877,00	877,00	–
Mauritanie	2 285,00	877,00	–	3 162,00
Mexique	–	2 567,00	2 567,00	–
Mongolie	876,00	877,00	1 753,00	–
Mozambique	5 097,00	877,00	–	5 974,00
Népal	876,00	877,00	1 753,00	–
Nicaragua	2 244,00	877,00	4 000,00	(879,00)
Niger	2 750,00	877,00	–	3 627,00
Nigéria	1 899,00	1 251,00	3 150,00	–
Norvège	(15,00)	1 941,00	1 926,00	–
Nouvelle-Zélande	–	1 331,00	1 331,00	–
Ouganda	362,00	877,00	–	1 239,00
Pakistan	0,01	975,00	975,01	–
Panama	1 122,00	896,00	2 018,00	–
Papouasie-Nouvelle-Guinée	362,00	877,00	1 214,00	25,00
Pays-Bas	–	3 750,00	3 750,00	–
Pérou	2 469,00	975,00	3 444,00	–
Philippines	(211,11)	986,00	774,89	–
Pologne	610,00	1 744,00	2 354,00	–
Portugal	–	1 260,00	1 260,00	–
Qatar	393,00	955,00	1 348,00	–
République arabe syrienne	385,00	936,00	1 321,00	–
République centrafricaine	7 783,89	877,00	–	8 660,89
République de Corée	–	2 425,00	2 425,00	–
République démocratique du Congo ^c	(45,00)	877,00	–	832,00
République démocratique populaire lao	–	877,00	877,00	–
République dominicaine	3 523,00	892,00	–	4 415,00
République tchèque ^b	–	(502,00)	–	(502,00)
République-Unie de Tanzanie	1 898,00	877,00	–	2 775,00
Roumanie	1 819,00	1 184,00	3 003,00	–
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	–	10 836,00	10 836,00	–

<i>États parties</i>	<i>Contributions exigibles au 31 janvier 1993</i>	<i>Contributions mises en recouvrement en 1993</i>	<i>Montants recouverts de 1993 à 2004 au titre de 1993 et d'exercices antérieurs^a</i>	<i>Contributions exigibles au 1^{er} juillet 2004</i>
Rwanda	876,00	877,00	–	1 753,00
Sainte-Lucie	–	877,00	877,00	–
Saint-Siège	–	877,00	877,00	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	6 637,00	877,00	–	7 514,00
Sénégal	(816,19)	877,00	–	60,81
Seychelles	876,00	877,00	666,14	1 086,86
Sierra Leone	8 659,00	877,00	–	9 536,00
Slovénie	–	1 205,00	1 205,00	–
Somalie	7 028,00	877,00	–	7 905,00
Soudan	3 510,00	877,00	–	4 387,00
Sri Lanka	–	877,00	877,00	–
Suède	–	3 003,00	3 003,00	–
Suriname	3 084,00	877,00	3 961,00	–
Swaziland	362,00	877,00	1 239,00	–
Tchad	211,40	877,00	–	1 088,40
Togo	1 367,04	877,00	–	2 244,04
Tonga	798,00	877,00	–	1 675,00
Trinité-et-Tobago	820,17	955,00	1 775,17	–
Tunisie	–	916,00	916,00	–
Ukraine	3 026,00	4 820,00	7 846,00	–
Uruguay	385,00	936,00	1 321,00	–
Venezuela	–	1 788,00	2 933,47	(1 145,47)
Viet Nam	2 244,00	877,00	3 121,00	–
Yémen	924,00	877,00	–	1 801,00
Zambie	(2 146,88)	877,00	201,40	(1 471,28)
Zimbabwe	993,00	1 093,00	–	2 086,00
Total^d	194 695,92	215 902,00	259 545,40^e	151 052,52

^a Conformément aux états du Service des contributions au 1^{er} juillet 2004.

^b Un montant de 502 dollars, qui représente l'excédent de la contribution de 1991 versée par l'ex-Tchécoslovaquie, a été placé en attente en attendant une éventuelle décision de la République tchèque et de la Slovaquie.

^c Depuis le 17 mai 1997, le Zaïre a été rebaptisé « République démocratique du Congo ».

^d L'ex-Yougoslavie devait verser des contributions d'un montant de 1 435 dollars au 31 janvier 1993. La contribution mise en recouvrement pour l'ex-Yougoslavie en 1993 était de 1 122 dollars. Aucun montant n'a été reçu de l'ex-Yougoslavie en 1993 ou pendant les années suivantes au titre des contributions mises en recouvrement en 1993 ou pendant les années antérieures. Les contributions non acquittées de l'ex-Yougoslavie s'élèvent donc au total à 2 557 dollars.

^e Y compris les sommes portées au crédit de six États parties sur le compte d'attente, soit 3 226,86 dollars au total.